

Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération

ARRÊTÉ N°2021.08.43A

Objet: ARRÊTÉ PORTANT MISES A JOUR DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE PUYGIRON

Le Président de la Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-60 et R.153-18 ainsi que L.151-43 et R.151-51 ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 10 mai 2012 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune de PUYGIRON ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de MONTÉLIMAR AGGLOMÉRATION en date du 14 avril 2017, actant le transfert de la compétence Plan Local d'Urbanisme et Carte Communale des communes à la communauté d'agglomération MONTÉLIMAR AGGLOMÉRATION au 27 mars 2017 ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral n°2014300-001 du 27 octobre 2014 portant déclaration d'utilité publique les travaux de construction et d'exploitation de la canalisation de transport de gaz entre SAINT-MARTIN-DE-CRAU (13) et SAINT-AVIT (26), projet dénommé « ERIDAN », emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes concernées instituant les Servitudes d'Utilité Publique (SUP) « de passage » prévues aux articles L.555-27 et R.555-30 a) du code de l'environnement, au bénéfice de la société GRTgaz ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral n°2015267-0001 du 24 septembre 2015 instituant les SUP « d'effets » prévues aux articles L.555-16 et R.555-30-b) du code de l'environnement à proximité de la canalisation de transport de gaz dénommée « ERIDAN » ;

Vu la demande du 05 avril 2019 de GRTgaz de prorogation de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) pour une durée de 5 ans ;

Vu le courrier du 08 août 2019 de GRTgaz retirant sa demande de prorogation de la DUP pour une durée de 5 ans ;

Vu la caducité de l'arrêté inter-préfectoral de DUP du 27 octobre 2014 car la décision imposant des SUP n'a pas été mise en œuvre effective, dans le délai maximum de 5 ans soit le 27 octobre 2019 ;

Vu la décision d'annulation du 16 octobre 2018 par le Tribunal Administratif de Grenoble de l'arrêté inter-préfectoral du 24 septembre 2015 ;

Vu l'abandon du projet ERIDAN et la caducité des arrêtés instaurant les SUP ;

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2021 portant abrogation des décrets instituant des servitudes radioélectriques de protection contre les perturbations électromagnétiques et des servitudes radioélectriques de protection contre les obstacles instituées au profit de France Télécom devenue Orange ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 mars 2021 portant abrogation des décrets fixant des servitudes radioélectriques de protection contre les perturbations électromagnétiques et des servitudes radioélectriques de protection contre les obstacles instituées au profit de TéléDiffusion de France devenue TDF ;

Vu les documents ci-annexés au présent arrêté ;

Vu l'arrêté n°2021.10.61A portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Laurent CHAUVÉAU, 15ème Vice-président ;

Considérant les courriers de la Direction Départementale des Territoires du 22 janvier 2021 et du 25 janvier 2022 demandant à MONTÉLIMAR AGGLOMÉRATION de procéder à la mise à jour du document d'urbanisme de la commune de PUYGIRON afin de supprimer les servitudes « ERIDAN », « PT1 » et « PT2 » ;

ARRÊTE

Article 1 - Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de PUYGIRON est mis à jour à la date du présent arrêté en fonction des éléments ci-annexés.

A cet effet, est intégrée en annexe du Plan Local d'Urbanisme, la dernière version de la liste et du plan des servitudes d'utilité publique, en substitution à la version précédente.

Article 2 - Le Plan Local d'Urbanisme est mis à jour est tenu à la disposition du public, à la Direction de l'Urbanisme de la Communauté d'Agglomération MONTÉLIMAR AGGLOMÉRATION, à la Mairie de PUYGIRON, en Préfecture et sur le site internet du Géoportail de l'urbanisme.

Article 3 - Le présent arrêté sera affiché à la Direction de l'Urbanisme de la Communauté d'Agglomération de MONTÉLIMAR AGGLOMÉRATION et en Mairie de PUYGIRON durant un mois minimum.

Article 4 - Le présent arrêté sera adressé à Madame la Préfète de la Drôme et à la Direction Départementale des Territoires de la Drôme.

Article 5 – Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Montélimar, le 07/04/2022
Le Président,



Pour le Président,
Le Vice-Président délégué

Laurent CHAUVÉAU

Le présent arrêté est transmis au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L. 2131-1 du Code général des collectivités territoriales. Il est exécutoire à compter de sa transmission et de sa publication.

Le présent arrêté peut faire l'objet, devant le tribunal administratif compétent, d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la publicité de l'arrêté considéré. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'arrêté. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

ARRETE N° 2017.07.28A

Objet : ARRETE PORTANT MISE A JOUR DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE PUYGIRON

Le Président de la Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.151.1 et suivants et plus particulièrement les articles L.151-43 et L.153-60,
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles R.123-1 et suivants et plus particulièrement R.123-13, R.123-14, R.123-22 et R.126-1 nouvellement codifiés R.151-51 à R.151-53 et R.153-18,
Vu le Plan Local d'urbanisme de la commune de PUYGIRON approuvé par délibération de son conseil municipal en date du 10 mai 2012,
Vu l'arrêté préfectoral n° 26-2016-11-29-044 du 29 novembre 2016 instituant des servitudes prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune de PUYGIRON,
Vu les plans et documents annexés au présent arrêté.

ARRETE

Article 1 - Le plan local d'urbanisme de la commune de PUYGIRON est mis à jour à la date du présent arrêté en fonction des éléments du dossier annexé.
A cet effet, sont intégrés en annexe au Plan Local d'Urbanisme, la liste et le plan des servitudes d'utilité publique.

Article 2 - La mise à jour est effectuée sur les documents tenus à la disposition du public, à la Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération (Direction de l'Urbanisme, Centre Municipal de Gournier, 19 avenue de Gournier, 26200 MONTELMAR), à la Mairie de PUYGIRON et en Préfecture.

Article 3 - Le présent arrêté sera affiché à la Communauté d'Agglomération de Montélimar et en Mairie de PUYGIRON durant un mois.

Article 4 - Le présent arrêté sera adressé à Monsieur le Préfet de la Drôme et à la Direction Départementale des Territoires de la Drôme.

Article 5 - Madame la Directrice Générale des Services de la Communauté d'Agglomération est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Montélimar, le 17 JUL 2017

Le Président,



Pour le Président
Le Vice Président délégué

René PLUNIAN



Envoyé en préfecture le 17/07/2017

Reçu en préfecture le 17/07/2017

Affiché le

SLO

ID : 026-200040459-20170717-20170728A-AR

Le présent arrêté est transmis au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L. 2131-1 du Code général des collectivités territoriales. Il est exécutoire à compter de sa transmission et de sa publication.

Le présent arrêté peut faire l'objet, devant le tribunal administratif compétent, d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la publicité de l'arrêté considéré. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'arrêté. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Valence, le 20 JUIN 2012

**COMMUNE DE PUYGIRON
PLAN LOCAL D'URBANISME**

APPROBATION DE LA REVISION

COURRIER ARRIVÉ

23 JUIN 2012

Objet : CARACTERE EXECUTOIRE DE L'ACTE

MAIRIE DE PUYGIRON

Nature et date de l'acte : Délibération du Conseil Municipal du 10 mai 2012

Date de transmission au Préfet : 25 mai 2012 .

Mesures de publicité :

- a) Affichage en mairie : 1er juin 2012
- b) Insertion dans la presse : 10 juin 2012
- c) insertion au recueil des actes administratifs :

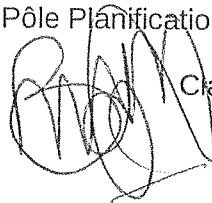
Contrôle de légalité

Date de la lettre au maire :

- Date à laquelle la délibération devient
exécutoire

25 juin 2012

La Responsable du Pôle Planification, par intérim,



Claudie BUARD

SEANCE DU 10 MAI 2012

Nombre de membres afférents au conseil municipal	11
Nombre de membre en exercice	11
Nombre de membres présents	09

Date de la convocation	02 mai 2012
Date d'affichage	04 mai 2012

L'an deux mil douze et le dix mai à vingt heures trente, le conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni en nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. CHARPENET Loïc, Maire.

Présents : MOYROUD Philippe, HILAIRE Patricia, MOUNIER Claude, JEAN Patrick, DEL VITTO Franck, THIBAUD Daniel, THIVOLLE Michel, ARSAC Véronique.

Absente excusée : BUISSONNIER Pierrette.

Absent représenté : ARNOUX Damien (pouvoir à JEAN Patrick).

Mme ARSAC Véronique a été nommée secrétaire.

Objet : Révision du PLU – Approbation du projet

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 123.10, R 123.15 et R 123.19

Vu la délibération en date du 19 mars 2009 prescrivant la révision du PLU et définissant les modalités de concertation en application de l'article L 300-2 du code de l'urbanisme,

Vu le débat du conseil municipal sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable en date du 08 avril 2010

Vu la délibération du conseil municipal en date du 26 avril 2011 arrêtant le projet de Plan Local d'Urbanisme et tirant le bilan de concertation,

Vu l'arrêté du Maire en date du 28 octobre 2011 soumettant à enquête publique le projet de PLU arrêté par le Conseil municipal et comprenant les avis des personnes publiques associées,

Vu le rapport de l'enquête publique et les conclusions du commissaire enquêteur,

Vu la délibération du conseil municipal du 10 mai 2012 modifiant le projet de PLU arrêté par le conseil municipal et comprenant l'avis des personnes publiques associées,

Considérant que les modifications du projet après l'enquête publique ne remettent pas en cause l'économie générale du P. L. U. conformément à l'article L. 123-10 du code de l'urbanisme;

Considérant que le projet de P.L.U. tel qu'il est présenté au conseil municipal est prêt à être approuvés conformément aux articles susvisés du code de l'urbanisme,

Nombre de membres afférents au conseil municipal	11
Nombre de membre en exercice	11
Nombre de membres présents	09

Date de la convocation	02 mai 2012
Date d'affichage	04 mai 2012

L'an deux mil douze et le dix mai à vingt heures trente, le conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni en nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. CHARPENET Loïc, Maire.

Présents : MOYROUD Philippe, HILAIRE Patricia, MOUNIER Claude, JEAN Patrick, DEL VITTO Franck, THIBAUD Daniel, THIVOLLE Michel, ARSAC Véronique.

Absente excusée : BUISSONNIER Pierrette.

Absent représenté : ARNOUX Damien (pouvoir à JEAN Patrick).

Mme ARSAC Véronique a été nommée secrétaire.

Objet : Révision du PLU – Modification après enquête publique du projet

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 123.10 et R 123.19,

Vu la délibération en date du 19 mars 2009 prescrivant la révision du PLU et définissant les modalités de concertation en application de l'article L 300-2 du code de l'urbanisme,

Vu le débat du conseil municipal sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable en date du 08 avril 2010

Vu la délibération du conseil municipal en date du 26 avril 2011 arrêtant le projet de Plan Local d'Urbanisme et tirant le bilan de concertation,

Vu l'arrêté du Maire en date du 28 octobre 2011 soumettant à enquête publique le projet de PLU arrêté par le Conseil municipal et comprenant les avis des personnes publiques associées,

Vu le rapport de l'enquête publique et les conclusions du commissaire enquêteur,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à la majorité (9 voix pour , 1 voix contre) des membres présents et représentés,

☞ **décide de modifier le projet PLU soumis à enquête publique sur les points suivants :**

1. Rapport de présentation

D'une manière générale, les modifications apportées aux autres pièces du P.L.U. trouveront leurs justifications dans le rapport de présentation.

Par ailleurs :

- Il est précisé qu'outre l'AOC (Appellation d'Origine Contrôlée) Picodon, la commune est incluse dans les Indications Géographiques Protégées (IGP) : Agneau de Sisteron, Ail de la Drôme, Pintadeau de la Drôme, Volailles de la Drôme, miel de Provence. Il est aussi précisé que Puygiron fait partie des IGP viticoles : Comtés Rhodaniens, Drôme Méditerranée, Coteaux de Montélimar.
- Sont rajoutés des éléments informatifs sur le risque sismique et le risque de retrait-gonflement d'argiles dans le chapitre du rapport de présentation relatif aux risques naturels.

2. Règlement graphique (plans de zonage)

La zone UB1 de Gavaron et la zone UB1 de La Tuilière sont supprimées, conformément à l'arrêté préfectoral n° 2011300-004. Les terrains d'assiette des constructions existantes inclus dans ces zones sont reclassés en zone Ah, les terrains vierges de constructions sont reclassés en zone A. Le Nord de la zone UB1 des Claux, également concerné par l'arrêté préfectoral, est reclassé en zone A.

Les emprises des secteurs Ah et Nh sont réajustées selon la logique suivante : intégration du terrain d'assiette des habitations et de leurs annexes (le plus souvent, l'emprise clôturée) et maintien en zone A, Aa ou N des terrains agricoles ou naturels situés entre les maisons. Les habitations des agriculteurs sont aussi reclassées en secteur Ah.

En conformité avec l'arrêté préfectoral n° 09 5666 du 08 décembre 2009, relatif à la protection du captage d'eau potable de La Vesque, le périmètre où le P.L.U. autorise l'exploitation de carrières est réduit : les parcelles 322 et 323 sont sorties de ce périmètre. Ces terrains sont classés en Espace Boisé Classé à Conserver, à l'exception d'une bande de terrain, le long de la R.D.126, afin de laisser possible un éventuel recalibrage de la route départementale.

Par souci de lisibilité, le périmètre de protection du captage de la Vesque est reporté sur les règlements graphiques du P.L.U. sous la forme d'une trame.

Les emplacements réservés 5, 6, 7 et 8 sont supprimés (destination incompatible avec le classement en Espaces Boisés Classé (EBC) à conserver).

Les mesures de protection définies en application de l'article L 123-1-5-7° du code de l'urbanisme sont étendues aux principales haies situées dans l'espace agricole.

L'emprise des EBC à conserver relative à la ripisylve du Drôme est élargie, pour mieux protéger le corridor écologique.

L'EBC qui longe la R.D.126 au niveau du quartier de La Tuilière est décalé de 10 m par rapport à l'alignement de la voie, afin de ne pas compromettre d'éventuels travaux de recalibrage de cette voie.

3. Règlement écrit

Les règles d'extensions des habitations et de construction d'annexes dans les secteurs Ah et Nh, créées en application de l'article L 123-1-5-14° du code de l'urbanisme sont modifiées ainsi :

- Introduction d'un pourcentage maximum d'extension des habitations : 33%, avec un maximum de 250 m² de surface de plancher,
- Autorisation de la création d'annexes détachées du bâtiment principal à hauteur de 40 m² au total (sans compter les piscines dans ces 40 m²).

Toujours concernant les modifications relatives aux secteurs Ah et Nh :

- La parcelle 37 (secteur Saint Bonnet) est reclassée en zone A,
- La zone Ah au Sud Est de Gavaron est scindée en deux, de manière à maintenir en zone agricole la partie cultivée initialement classée en Ah,
- Le secteur Ah de Combe Balaste est réduit : la parcelle 42 sur laquelle un hangar agricole est implanté est reclassée en zone A et l'emprise de la zone Ah sur la parcelle 26 est réduite (partie ouest de cette parcelle reclassée en zone A),
- Le grand secteur Ah à l'Ouest de Lizon est segmenté de manière à ne maintenir en Ah que les abords des maisons, pour préserver le potentiel agricole des terrains aux abords des maisons.

Le risque d'inondation fait l'objet de prescriptions suivantes dans les dispositions générales du règlement écrit :

Prise en compte du risque inondation

- Dans les secteurs soumis à un risque d'inondation :
- Tout bâtiment nouveau est interdit,
- Le changement de destination des constructions existantes est interdit,
- L'extension des constructions existantes est interdite.

Seuls sont autorisés :

- Les constructions et installations à caractère technique nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif (telles que voirie, canalisations, pylônes, transformateurs, stations d'épuration...) non destinées à l'accueil de personnes, à condition de ne pas dénaturer le caractère des lieux avoisinants et de ne pas apporter de gêne excessive à l'exploitation agricole (le cas échéant).
- A l'article AUh 6, il est précisé que le recul de 7,5 m minimum des constructions concerne uniquement le chemin du Moulin.
- Les notions de SHON et SHOB sont remplacées par la notion de surface de plancher, conformément à l'ordonnance n° 2011-1539 du 16 novembre 2011.
- Les reculs par rapport aux axes des routes départementales sont modifiés à partir des données fournies par le Conseil Général :

Catégorie	RD	largeurs de Plates-formes	Marges de recul habitations	Marges de recul autres
4 ^{ème} catégorie	RD 126, RD 327, RD 327A	9,50	15 m	10 m

- La coquille sur le règlement graphique relative à la zone agricole de Gavaron est corrigée : la zone Aa remplace la zone A, en conformité avec le rapport de présentation et les dispositions du P.A.D.D.
- A l'article A1, plutôt que de lister les utilisations interdites en zone agricole, sont interdites toutes les occupations sauf celle autorisées à l'article A2.
- En zone agricole, tous les panneaux photovoltaïques seront tenus de s'implanter en toiture,
- à la 4ème ligne du 3^{ème} tiret de l'article A2, le mot «exploitation» est remplacé par «activité»,

- Pour la compréhension logique du paragraphe « eau potable » de l'article A4, les termes « pour les autres occupations du sol autorisées en zone A » sont supprimés.
- Une fourchette de pentes de toits est définie à l'article A11 pour les bâtiments agricoles : elles devront être comprises entre 20% et 35%.

4. Projet d'Aménagement et de Développement Durables

L'erreur sur le pourcentage minimum de logements locatifs aidés à appliquer dans les zones AUh est corrigée : ce pourcentage est de 10% et non de 20%, en cohérence avec les dispositions du P.L.H.

5. Orientations d'Aménagement et de programmation (O.A.P.)

La densité moyenne de logements déterminée dans les O.A.P. des zones AUh de Barral est portée de 12 à 15 logements à l'hectare.

Dans les zones AUh, le principe de cheminement piéton – cycles vers le village et de connexion sur l'emplacement réservé n° 3 est précisé dans l'O.A.P.

6. Annexes

L'emprise des zones AUh apparaîtra en assainissement collectif dans le zonage assainissement.

L'arrêté préfectoral concernant la lutte contre la prolifération de l'ambrosie est intégré aux annexes du P.L.U.

La liste des Servitudes d'Utilité Publique est modifiée de la manière suivante : la référence au décret du 21 mai 1957 est remplacée par la référence au décret du 29 mai 1959 (pipeline).

7. Remarques d'ordre technique

L'ensemble des éléments d'ordre technique, corrections d'erreurs matérielles demandées par les personnes publiques associées a été intégré au dossier d'approbation du P.L.U. Ces remarques ne remettent pas en cause le fond du document.

➤ **demande au Maire de mettre au point le dossier définitif de PLU et de zonage assainissement en vue de son approbation définitive**

Pour extrait certifié conforme.
Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.
Au registre sont les signatures.

Acte rendu exécutoire :

- après publication en Préfecture le
- et publication ou notification le

25 / 05 / 2012
01 / 06 / 2012

